

Exercice n°15

L'intervention de l'État (de l'histoire) :

Document 1 : Structure des dépenses de l'État central par domaines en % en France.

Éléments	1872	1900	1930	1980
Défense	26,4	37,7	31,7	15,4
Pouvoirs publics	18	14,3	11,4	13,2
Anciens combattants	0	0	12	2,6
Interventions sociales	2	0,8	4,3	16,5
Éducation	2,1	7,4	8,1	21,2
Logement / urbanisme	0,6	1,2	1,5	4,8
Transports	6,7	6,9	6,9	5,3
Industrie	0,1	1,7	0,2	7,1
Agriculture	0,5	1,7	0,5	2,8
Dette	41,5	26,2	21,4	4,2
Divers	2,1	3,8	2	6,9
Total	100	100	100	100

Source : Collectif ; Sciences Économiques et Sociales ; Première ES ; Éditions Magnard- lycées 1994 ;

Document 2 : Quelques dates importantes dans l'histoire économique des pays aujourd'hui industrialisés .

Dates	Les faits
1791	Décret d'Allarde et loi Chapelier supprimant les corporations et interdisant toutes les associations de citoyens ayant pour but la défense de leurs intérêts communs (France).
1834	Abolition de la loi sur les pauvres en Angleterre.
1842	Loi sur les chemins de fer en France : l'État acquiert le terrain, finance l'infrastructure et concède l'exploitation au secteur privé.
1846	Abolition des « Corn – Laws » : droits de douane sur le blé importé, en Angleterre.
1860	Traité de libre- échange franco- anglais.
1862	Le « Homestead Act » aux États-Unis accorde un lopin de terre gratuit à tout colon.
1864	Reconnaissance du droit de grève en France.
1867	Loi sur les sociétés anonymes en France supprimant l'autorisation qui était nécessaire à leur création.
1868	Début de l'ère MEIJI au Japon : l'État provoque une révolution agricole (par une réforme foncière et fiscale), une révolution démographique (par une politique nataliste) et crée lui- même des entreprises qu'il revend ensuite au privé.
1883-1889	Premières lois sociales en Allemagne sur l'initiative de Bismarck, concernant l'assurance – maladie, accidents et vieillesse.
1884	Reconnaissance du droit syndical en France.
1890	Le « Sherman Act » aux États-Unis interdit les ententes, les cartels et les monopoles.
1892	Système protectionniste de J. Méline en France.

Source : Collectif ; Sciences Économiques et Sociales ; Première ES ; Éditions Magnard- lycées 1994 ;

Document 3

L'État d'avant la grande crise de 1929 n'est libéral qu'en un sens étroit. Des interventions aux finalités multiples et parfois divergentes impriment des orientations qui demeurent floues d'autant que cantonnées à des objets très généraux définis par la loi. La doctrine libérale n'est pas pleinement satisfaite, mais cette hétérogénéité interdit de parler de politique économique- du moins au sens moderne- qui implique cohérence et précision autour d'un but clairement défini.

Source : J.P. Thomas ; Les politiques économiques au 20^e siècle ; A. Colin- Cursus ; 1990.

Travail à faire

1	Quels sont les deux postes absorbant l'essentiel du budget de l'Etat au 19 ^e siècle ?
2	Pourquoi les dépenses d'éducation augmentent- elles fortement entre 1872 et 1900 ?
3	La structure des dépenses de l'État au 19 ^e siècle correspondent- elles à la conception de l'État minimal des penseurs libéraux ?
4	Présentez l'intérêt du document 2 par rapport au document 1 et à celui de l'exercice précédent.
5	Précisez pour les lois et réglementations du document 1, l'objectif poursuivi et l'impact sur le développement du capitalisme au 19 ^e siècle.
6	Montrez que le rôle de l'État au 19 ^e siècle est différent de celui que lui assignait la doctrine libérale et aussi celui qu'il aura au 20 ^e siècle.